

ENDA ENERGIE



ENDA ENERGIE

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020



POUR LA RESILIENCE DES COMMUNAUTÉS
DANS UN CONTEXTE DE PANDEMIE

ENDA ENERGIE

Enda Energie est une ONG basée au Sénégal, membre du réseau international d'Enda Tiers Monde. C'est un espace d'apprentissage et d'action où toutes les parties prenantes peuvent s'imprégner des aspects multidimensionnels du développement et proposer des alternatives.



VISION

Des sociétés dans lesquelles les populations sont autonomes et résilientes, ont accès à des services énergétiques durables et assurent un contrôle citoyen effectif sur les ressources



MISSION

Accompagner les populations dans les processus de transformation orientés vers un développement durable



AXES

Accès aux services énergétiques durables



- Promotion des usages productifs des énergies renouvelables
- Planification Energie-Climat
- Autonomisation des femmes

Résilience des populations et des écosystèmes



- Adaptation à base communautaire
- Transfert de technologies climatiques y compris des technologies endogènes
- Gestion durable des terres

Promotion d'une gouvernance inclusive et citoyenne des ressources naturelles



- Transition Ecologique-Energétique-Citoyenne
- Gouvernance Energie-Climat
- Durabilité des ressources naturelles

ENDA ENERGIE EN CHIFFRES

 **38** années au service des communautés

 **+1390** Personnes formées en 2020

 **+15** Pays d'intervention

 **+65** Collectivités locales accompagnées

 **+100** Hectares reboisés dans les mangroves en 2020

 **14** Entreprises sociales créées

 **04** Plateformes numériques

 **66** Cooperative formalisées

 **06** Bureaux opérationnels
Saint-Louis, Kolda, Fatick, Sedhiou, Ziguinchor, Niger

 **+10** Réseaux partenaires

 **02** Applications mobiles

 **237,28** KWc de solaire installés

 **+19000** Abonnés sur les réseaux sociaux

LISTE DES ACRONYMES

ADM : Agence de Développement Municipal

AFD : Agence Française de Développement

AND : Autorité nationale désignée du FVC

ARD : Agence régionale de développement

CC : Changements climatiques

CDN : Contributions déterminées au niveau national

CEM : Cours d'Enseignement Moyen

COMNAC : Comité National sur les Changements Climatiques

COP/CDP : Conference of the Parties / Conférence des Parties

CSE : Centre de Suivi Ecologique

CTCN : Climate Technology Centre and Network

DREEC : Direction Régionale de l'Environnement et des Établissements Classés

EBT : Evaluation des Besoins en Technologies

EIPC : Entente Intercommunale de la Petite Côte

END : Entité Nationale Désignée du CTCN

ESCF : Education Sensibilisation Communication et Formation

FAMEC : Foyers améliorés métallo-céramiques

FEM : Fonds pour l'environnement mondial

FVC : Fonds vert pour le climat

GAIA : Groupe d'Action et d'Initiative Africain

GES : Gaz à effet de serre

GIEC : Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat

GIZC : Gestion intégrée des zones côtières

JVE : Jeunes Volontaires pour l'Environnement

OIM : Organisation Internationale de la Migration

ONG : Organisation non gouvernementale

OSC : Organisation de la société civile

PAT : Plan d'Action Technologique

PCET : Plan Climat Energie Territorial

PMA : Pays les Moins Avancés

PNAI : Pays Non Annexe I

PNDL : Programme national de développement local

PSP : Programme Stratégique de Poznań

SAPCO : Société d'Aménagement de la Petite Côte

SB : Organe Subsidiare de la convention sur les changements climatiques

SIG : Système d'information géographique

SRP : Service Régional de la Planification

STAR : System for Transparent Allocation of Resources

TEC : Technology Executive Committee

TE4CC : Programme de promotion des technologies endogènes pour l'adaptation et l'atténuation aux changements climatiques en Afrique

UCG : Unité de Coordination et de Gestion des déchets

VICERAG : Village Céramique de Guinée pour l'Environnement

ZEC : Zone Ecologique Communautaire

Table des matières

Edito du Directeur - Covid 19 : Une invite à repenser la résilience des citoyens

PREMIÈRE PARTIE : MOBILISATION DES PARTENAIRES ET DÉPLOIEMENT DES ENTREPRISES SOCIALES ET SOLIDAIRES

- Covid19 : Assurer une résilience durable et inclusive des petites unités économiques dans un contexte d'urgence sanitaire
- 1. Action concertées d'Enda-tm pour soutenir les autorités de la ville de Kolda 11
- 2. Chaîne de valeur lait : PROGRES LAIT 13
- 3. Programme intégré Energie-Fourrage-Lait au Sénégal : DOYLOU 15
- 4. Programme Energie Durable pour l'Entrepreneuriat et le Climat -PEDEC 17

DEUXIÈME PARTIE : ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNAUTÉS VERS LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

- 1. Entente Intercommunale de la Petite Côte - EIPC
- 2. Institutionnaliser la gestion durable à base communautaire des risques de catastrophe (CBDRM) 26
- 3. Gestion durable des terres : les Communautés reverdissent le Sahel 28
- 4. Évaluation des Besoins en Technologies (EBT) : Centre Régional en Afrique 31

TROISIÈME PARTIE : PARTENARIATS

- 1. Partenariat multi-acteurs MAP
- 2. Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud pour un agenda 2030 transformateur - Programme ODD 36
- 3. Pêche artisanale durable : Accompagnement technique de la commune de Djirnda dans les îles du Saloum au Sénégal pour une mise en œuvre expérimentale 38
 - Opérationnalisation du règlement intérieur de l'aire marine protégée de Gandoul
- 4. Les Micros de la Transition 41
- 5. Conventions de partenariat 42
- 6. Nos réseaux 44
- 7. Nos partenaires 45



Covid19 : Une invite à repenser la résilience des citoyens

« Accompagner les communautés à se prendre en charge elles-mêmes à partir de leurs propres dynamiques endogènes de transformation vers un développement durable », telle est la mission de l'organisation ENDA ENERGIE.

Au cours de cette dernière décennie, les manifestations multiformes des effets néfastes de la crise climatique et l'urgence d'agir pour inverser les tendances d'extension de la pauvreté en Afrique, ont été des motifs suffisants de mise en œuvre d'initiatives de résilience des communautés. Ces initiatives relèvent d'une stratégie globale d'accompagnement des dynamiques locales de transformation sociétale.

Ces solutions locales basées sur la valorisation durable des écosystèmes s'opèrent au travers de la co-construction, avec les acteurs locaux, de modèles économiques appropriés et créateurs d'emplois pour les jeunes, tout en préservant l'environnement des territoires. Toutes ces dynamiques d'apprentissage et d'innovation locale participent à la génération d'évidences de résilience susceptibles d'éclairer les politiques publiques. Cela à partir de l'animation d'espaces de dialogue pluri-acteurs sur des enjeux émergents qui pèsent sur le devenir des communautés.

L'année 2020 a cassé le rythme des processus d'apprentissage et de changements d'échelle des innovations locales en raison de la pandémie du COVID 19. Une nouvelle crise qui a bien montré la fragilité à la fois des systèmes sanitaires et économiques déjà soumis aux perturbations induites par le dérèglement climatique. En plus d'être un problème de santé publique, le COVID19 a déstabilisé tous les secteurs d'activités y compris ceux des petites unités économiques, maillon essentiel du secteur de l'économie spontanée. Un secteur qui constitue un pilier fondamental de la lutte contre les inégalités structurelles en particulier de genre dans les communautés du Sud. Au Sénégal, par exemple, le secteur

informel génère plus de 95% des emplois créés (ANSD, 2017). L'interdiction de la libre circulation des biens et des personnes à l'intérieur du pays comme mesure de limitation de l'expansion de la pandémie, a fortement amplifié la vulnérabilité de ces petites unités économiques soumises aux perturbations des marchés ruraux d'approvisionnement en matière première et d'écoulement des produits transformés.

Partant de l'analyse des facteurs de vulnérabilité individuelle et collective de ces unités économiques, ENDAENERGIE en partenariat avec l'Union Européenne (UE) et la GIZ, dans le cadre d'un plan de riposte globale du réseau international enda Tiers Monde, a initié une action de renforcement de la résilience de ces petites unités économiques (PUE) face aux effets du COVID19. Cela consistait à appuyer des éleveurs producteurs de lait, des femmes transformatrices dans l'agroalimentaire et la savonnerie, des petits tailleurs dans les zones de Saint-Louis, Louga, Thiès et Kolda au Sénégal dans : i) la caractérisation de leur vulnérabilité, ii) l'accès aux services énergétiques durables et au marché, iii) l'intensification de la sensibilisation de masse sur le COVID19 et, iv) l'appui des communautés dans la riposte.

Ce type de services d'appui solidaire a permis à ces pourvoyeurs d'emplois aux plus pauvres, de développer leur capacité d'absorption des effets de la crise pour se relever du choc et en profiter pour se formaliser en vue d'étendre leur part de marché dans le moyen et long.

Par ailleurs, beaucoup de dynamiques de solidarité communautaire ont été lancées par les gouvernements locaux. La documentation de ces pratiques pourrait éclairer les politiques publiques et aider à un changement d'échelle à partir des bonnes évidences. Ainsi, la relance post Covid19 en vue d'une croissance verte et inclusive devra non seulement être basée sur la créativité des jeunes mais également sur la valorisation des mécanismes endogènes pour soutenir les urgentes transitions écologique et énergétique.

MOBILISATION DES PARTENAIRES ET DÉPLOIEMENT DES ENTREPRISES SOCIALES ET SOLIDAIRES

- Covid19 : Assurer une résilience durable et inclusive des petites unités économiques dans un contexte d'urgence sanitaire

Contribuer à la lutte contre le COVID 19 c'est également protéger ses bases arrière. Cette pandémie avec ses effets catastrophiques sur l'économie mondiale ayant comme corollaire l'orientation des priorités d'action de coopération vers le renforcement de l'aide budgétaire, n'a pas fini de faire parler d'elle. En effet, les initiatives lancées par les États en constituent une parfaite illustration. Malheureusement, la batterie des mesures risque d'être confrontée aux réalités d'opérationnalisation pour une résilience durable et inclusive des communautés. Par exemple, au Sénégal 90% des unités de production sont du secteur informel ou de l'économie populaire alors que la mesure d'appui cible les entreprises.

Dans sa mission d'accompagner les populations dans les processus de transformation orientés vers un développement durable, Enda Énergie a lancé une initiative qui a abouti à un plan de riposte COVID19 pour accompagner le secteur informel.

Malgré les nouvelles réalités et les défis de la pandémie du coronavirus, Enda Energie a poursuivi la mise en oeuvre de ses projets et programmes en respectant les mesures barrières édictées par les autorités. Ce contexte de 2020 a suscité un recentrage géographique des actions de l'organisation pour se focaliser uniquement au Sénégal.

Et c'est à ce titre que Enda Energie a mené un certain nombre d'activités concrètes dont la mise en place des infrastructures socio communautaires, le renforcement des capacités de communautés de base, ainsi que la mise en place d'activités de génération de revenus.



Visite de l'unité de savonnerie des femmes de Malicounda

En 2020, le monde a été profondément touché par le nouveau coronavirus qui est apparu le 17 novembre 2019 dans la ville de Wuhan en Chine et en mars 2020 au Sénégal. Pour faire face à la pandémie, Enda Energie a sollicité la mobilisation de ses partenaires UE et la GIZ notamment et a adapté ses activités de terrain pour continuer à soutenir les communautés à travers la sensibilisation et le renforcement de la résilience.

L'engagement de Enda Energie dans la lutte contre le covid19 s'est illustré notamment par :

1. Actions concertées d'Enda-tm pour soutenir les autorités de la ville de Kolda

Le pool des équipes d'Enda-Tiers Monde basées à Kolda a remis une contribution d'une valeur de 2 300 000 FCFA (Deux millions trois cent mille francs) aux autorités de la région de Kolda pour soutenir la lutte contre le COVID19.



Distribution de kits alimentaires aux communautés de la Petite Côte

La ligue Africaine de Basket, la NBA Academy et Enda Tiers Monde à travers ses entités se sont joints pour offrir 300 kits alimentaires à des familles impactées par le COVID19.

<https://bit.ly/3FmWsku>



Équipement des écoles partenaires de la Petite Côte



Dans le cadre la mise en œuvre de son programme d'accompagnement des collectivités territoriales du Sénégal dans la lutte contre la pandémie du COVID19, Enda Energie et ses partenaires institutionnels ont appuyé les écoles partenaires de la Petite Côte.

<https://bit.ly/3x0vtpr>



Cérémonie de remise de matériels destinés aux écoles de la Petite Cote



Visite de l'unité de savonnerie des femmes de Malicounda



Vidéos de sensibilisation sur le Covid-19



Coronavirus:
Comment éviter la stigmatisation liée à la maladie?

<https://bit.ly/3yaxOPR>



Covid-19:
Comment lutter contre la propagation des cas communautaires?

<https://bit.ly/2Uli3Bq>

2. Chaîne de valeur lait : PROGRES LAIT

Le PROGRES-Lait est un programme de promotion de l'entrepreneuriat rural à travers le développement de la chaîne de valeur lait et l'accès à l'énergie. Il met à la disposition des acteurs notamment les femmes à la base, des plateformes énergétiques pour la conservation du lait. L'objectif global est de renforcer l'accès aux services énergétiques productifs pour stimuler le développement de l'économie rurale à travers l'extension de l'horizon des opportunités liées à la valorisation de la chaîne de valeur du lait. Ainsi l'enjeu est de professionnaliser les acteurs à travers la mise en place de modèles d'organisations efficaces des petits producteurs et de partenariats innovants

Les résultats suivants ont été obtenus :

INGENIEURIE SOCIALE (Zone nord)

- Renforcement de capacités
- Sept (07) formations sur l'Entrepreneuriat, Hygiène et Qualité du lait, Transformation et valorisation du lait et dynamique organisationnelle ont été organisées au profit d'environ 245 producteurs dont près de 20% de femmes
- Mise en place de coopératives laitières
- 25 coopératives (COOPEL) de production de lait mise en place pour assurer l'exploitation des plateformes sous un modèle d'entreprise sociale,
- 06 coopératives laitières agréées en attendant les autres en cours

INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS

- 05 Grandes plateformes dont les 04 sont équipées en solaire,
- 15 mini plateformes installées,
- 75 Kwc installés à travers 5 grandes plateformes (Tatki 20 kw, Niassanté 20 kw, Wendou Loumbel 15kw, Labgar 20 kw
- 21 Kwc installés à travers 06 mini plateformes (02 à Niassanté, 01 à Tatki et 03 dans la zone de Labgar)

ACCES A L'ENERGIE

- Plus de 1000 personnes ont accès à l'électricité à travers l'éclairage public et le raccordement de 06 infrastructures communautaires (écoles, centre de santé, mosquée, éclairage public, cimetière, école franco arabe et forage) en plus des ménages,
- Au moins 12 recharges/jour soit 4380 recharge/an/mini-plateforme opérationnelle.

VOLUME COLLECTE ET VENDU (Zone nord 2020)

- 15368 litres de lait en 04 mois
- Partenaire Agrilactis: 6861 litres de lait cru
- Volume de lait transformé en yaourt et vendu au niveau des points de vente (Dagana-Rosso –Ross Bethio) : 5574 litres de yaourt
- Volume de lait transformé en fromage: 1600 litres
- Volume de lait transformé en huile de beurre: 460 litres

EMPLOIS CREEES :

Emplois directs:

Plateforme de Tatki:

- Plus de 200 éleveurs ont des revenus tirés de la vente du lait,
- 10 agents recrutés à la plateforme de Tatki (01 Energéticien, 01 responsable transformation lait, 01 agent commercial, 01 Responsable hygiène, 01 Responsable Qualité, 01 chauffeur prestataire et 03 collecteurs)

Plateforme de Diambanouta :

- 12 agents recrutés (1 Electricien, 4 hygiène et qualité du lait, 6 collecteurs, 1 gardien),
- Autres zones : 5 collecteurs,
- Plus de 200 éleveurs producteurs et fournisseurs de lait,
- Plus de 500 membres adhérents



25 COOPEL de production de lait mise en place

06 coopératives laitières agréées

05 Grandes plateformes solaires installées

15 mini plateformes solaires installées

**+ 1000 personnes ont accès
à l'électricité à travers l'éclairage public**

**06 infrastructures
communautaires raccordées**

**500 foyers améliorés pour
alimenter les boutiques energie**

**+ 200 éleveurs ont des revenus
tirés de la vente du lait**

10 agents recrutés à la plateforme de Tatki

**+ 200 éleveurs producteurs et
fournisseurs de lait au Sud (Kolda)**

**17 agents recrutés à
la plateforme de Diambanouta**

3. Programme intégré Energie-Fourrage-Lait au Sénégal : DOYLOU

Doylou est un programme de développement de l'entrepreneuriat des jeunes dans la chaîne de valeur lait tant en amont à travers la production de l'alimentation de bétail qu'en aval à travers l'accès à l'énergie durable pour la conservation et la transformation du lait dans une perspective de développement d'un marché autonome de sous-produits laitiers. Il a été élaboré sur la base des leçons apprises du programme Progrès Lait.

Les objectifs de ce programme financé par la coopération allemande (GIZ) sont de :

- Soutenir la production fourragère dans les zones de Podor, Louga et de Kolda pour la sécurisation de la production laitière durant toute l'année ;
- Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans les filières vertes, notamment dans la culture fourragère ;
- Valoriser le lait local dans les zones de Podor, Linguère et de Kolda à travers la mise en place d'une laiterie moderne ;
- Renforcer la production laitière et initier des éleveurs/jeunes au métier de producteur de lait.

Synthèse des activités réalisées dans le cadre des trois composantes du projet :

Composante 1 : Sécurisation de la production de lait à travers la production fourragère

- 600 tonnes de fourrage sont produites

Composante 2 : Accès à l'énergie solaire pour la valorisation du lait local et développement d'un marché autonome des produits laitiers

- 01 mini-laiterie solaire de 600 litres/jour installée
- Le marché des produits laitiers est sécurisé
- Le processus de labellisation des produits laitiers locaux est lancé pour faciliter le développement d'un marché autonome

Composante 3 : Incubation populaire pour le développement des capacités des entreprises de jeunes

6 Sessions de formation sur:

- Transformation laitière: 35 jeunes dont 02 migrants de retour,
- Production fourragère: 24 jeunes dont 02 migrants de retour
- Énergie solaire et efficacité énergétique: 24 jeunes
- BTC: 13 jeunes dont 01 migrant de retour
- Entrepreneuriat: 55 jeunes dont 03 migrants
- Gestion des fermes : 16 jeunes dont 02 migrants de retour
- TOTAL: 167 jeunes
- MISE EN PLACE DE COOPERATIVES LAITIÈRES : 06 coopératives en cours de formalisation

INSERTION ET COACHING

- 60 jeunes sont insérés (30 exploitants des périmètres fourragers, 14 exploitants de la ferme laitière, 10 exploitants de la laiterie et 06 employés à la plateforme de Tatki): 09 jeunes recrutés auprès des structures de la place

Composante 4 : Mécanisme de suivi-évaluation

Les impacts socio-économiques et environnementaux sont suivis avec le dispositif EVA de Enda Energie.



4. Programme Energie Durable pour l'entrepreneuriat et le climat -PEDEC

Ce programme vise à promouvoir, sur la base de modèles d'affaires, l'usage productif des énergies renouvelables (en particulier solaire photovoltaïque) dans l'entrepreneuriat rural pour la création d'emplois verts décents pour les jeunes et les femmes vivant dans les zones hors réseau, en milieu rural et péri-urbain du Sénégal. Il s'agit plus particulièrement d'installer dans les cinq (5) zones ciblées des mini-centrales solaires photovoltaïques en vue d'assurer la fourniture d'électricité pour des usages productifs tels que: la conservation (froid) et le stockage, la transformation (mouture de céréales, presse à huile, etc.), l'alimentation d'un centre multimédia, la recharge de batteries, et l'exhaure d'eau selon une approche marchande.

Dans les localités de Saint-Louis et de Mboro notamment, le projet financé par la GIZ /PED pour une durée d'un an, vise respectivement 400 bénéficiaires et 110 habitants sans réelles activités génératrices de revenus. Dans le cadre de l'appui à la lutte contre le Covid 19, il a été procédé à une distribution de céréales et d'équipements, ainsi que de matériel de protection.

Forces et attentes

Le système de pompage du PEDEC permet de fixer les prix par rapport à la surface irriguée avec une option de facturation à l'hectare ou au périmètre. Entre autres forces, il permet :

- Autonomisation des plateformes
- Renforcement de capacités et développement de l'ingénierie sociale
- Redynamisation des modèles économiques et sociales
- Rentabilité économique
- Meilleur accès à l'eau

Production des unités

- Thiakry*
- Sankal*
- Thiéré*
- Huile (d'arachide)
- Savon

**Brisures et couscous de mil*

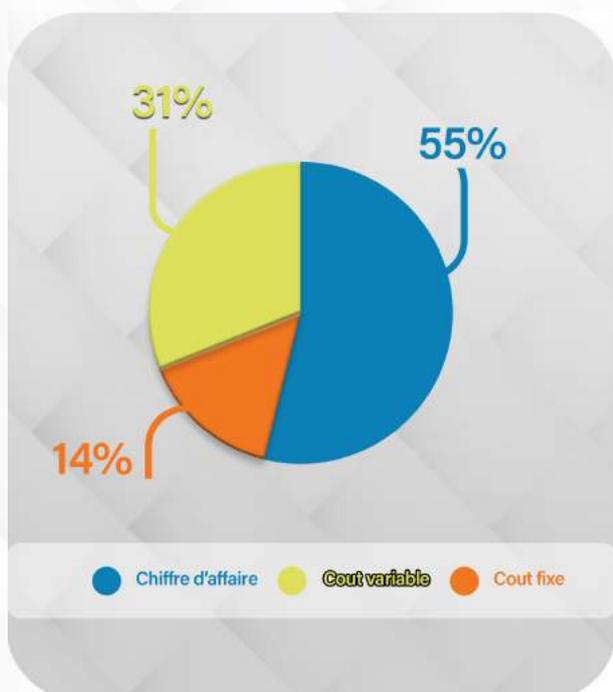


Données qualitatives : Cas de la plateforme de Mboro

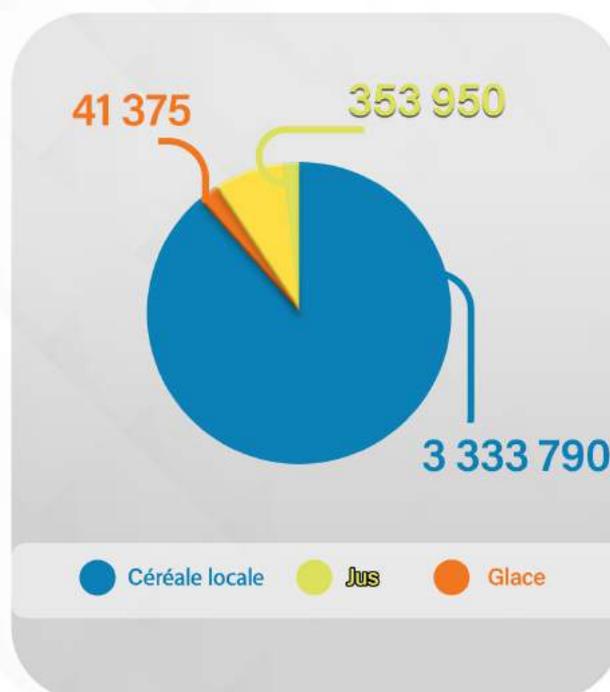
Le Pôle Energétique Multiservice (PEM) mis en place à Mboro génère 3 types de produits à base de céréales locales (“Thiakhry”, “thiééré”, “sankhale”, “araw”). En 2020 la plateforme a fait une marge d’exploitation globale de 17%.

En perspective, une prise en charge du volet suivi évaluation du programme est prévue par l’utilisation de l’application Eva développée par ENDA Energie.

Chiffre d’affaires - Coûts



Produits



Marge d’exploitation globale des produits

17%

Tableau marge par produit

Produits	Marge
Céréale locale	14%
Glace	91%
Jus	31%

“



«Enda Energie a fait renaître l'espoir dans la zone grâce à l'installation du Pôle Énergétique Multiservice (PEM).
L'arrivée du programme PEDEC nous a permis de rentabiliser nos investissements grâce à l'autonomisation énergétique, l'acquisition de nouveaux équipements de production et aussi un renforcement de capacité optimal adapté à nos besoins»

Thierno FAM, GIE PAMENE 1

”

“



«Avant l'arrivée du programme PEDEC, toutes les activités du forage étaient à l'arrêt à cause du manque d'énergie, actuellement nos activités renaissent et les zones en exodes rurales reviennent peu à peu »

Seynabou Bop (Responsable du GIE de NDIOMDY)

”



Pôle Énergétique Multiservice (PEM) de PAMENE 1

ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNAUTÉS VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGETIQUE

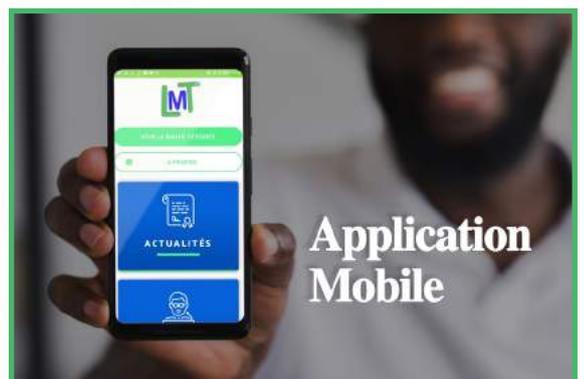
1. Entente Intercommunale de la Petite Côte - EIPC



Lancé en 2018, et mise en œuvre par Enda Energie et JVE Sénégal grâce à un financement de l'UE, le programme EIPC concerne cinq (5) communes de la Petite Côte (Mbour, Saly, Ngaparou, Somone, et Malicounda). Il vise à contribuer à la transition écologique et économique de ces communes bénéficiaires par une gouvernance locale inclusive de la lutte contre les changements climatiques et la gestion des déchets à travers :

Le Déploiement d'activités d'éducation et de sensibilisation en partenariat avec des établissements scolaires et des radios locales

- 2 Conventions de partenariat avec des radios locales signées
- 2 émissions radio/mois réalisées
- 2 campagnes de sensibilisation « Zéro déchets »
- 5 clubs environnement mis en place
- 5 jardins-école (initiation au micro-jardinage) installés
- 1 bande dessinée éditée sur l'écologie (*Buur tefess*)
- compilation musicale « NA SET » produite par 13 artistes de la Petite Côte
- 1 Application mobile (Les Micros de la transition, LMT)





La Collecte et valorisation des déchets

- 5 comités de salubrité transformés en entreprises sociales
- 9 entreprises sociales créées
- 1 Formations en gestion des entreprises
- 2 Zones écologiques communautaires installées (ZEC)
- 600 poubelles distribuées
- 31 emplois directs créés



Les entreprises sociales à l'école du recyclage et de la valorisation des déchets

<https://bit.ly/3C08K0j>



Visite ZEC de Ngaparou

La Formation/renforcement de capacités des acteurs

- 110 élèves
- 63 enseignants-encadreurs
- 20 chefs de quartiers
- 15 «badiénou gokh» (Maraine d'enfants)
- 25 artistes
- 20 OSCs
- 25 élus locaux
- 9 entreprises sociales de gestion des déchets

Un total de 246 acteurs formés sur 10 thématiques.



Journalistes citoyens LMT en reportage



Enseignants en visite à la décharge de Gandigal



Initiation des élèves à la création sonore



Formation de journalistes de la Petite côte



Formation des professeurs sur les changements climatiques



Initiation des élèves au journalisme citoyen

L'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial (PCET)

- 1 Inventaire de référence des GES
- 15 Enquêteurs/trices formés
- 1 Evaluation des risques et vulnérabilité
- 23 Projets verts dans le portefeuille de projet



Vue aeriennne du littoral de Mbour



Enquête de terrain



Formation des enquêteurs

Le Suivi-Évaluation orienté impact

- 1 Situation de références et
- 1 Matrice des indicateurs stabilisée
- 5 Ordinateurs mis à la disposition des
- 5 Points focaux
- 1 SIG installé
- 1 Plateforme Diaspo Clim mise en place

“



« Nous voyons en cette Zone Écologique Communautaire une opportunité de favoriser l'entrepreneuriat féminine par la valorisation des déchets »

Mme Khady MINTI, Présidente du GIE
AND SUXALI SUNU GOKH

”

“



«Félicitations à Enda Énergie notre partenaire et aux autorités locales, les cinq maires des communes de l'Entente Intercommunale de la Petite Côte avec qui nous travaillons sur cette magnifique initiative de solidarité et de mobilisation de l'ensemble des composantes de la société pour cet enjeu commun de la protection de l'environnement.»

Son Excellence Irène Mingasson
Ambassadrice de l'Union Européenne au Sénégal

”

Campagne solidaire

6 700 savons
2 500 masques
420 bouteilles d'eau de Javel
20 dispositifs de lavage des mains

Le Saviez-Vous ?
Nous sommes ensemble.

distribués par l'UE.

Délégation de l'Union européenne au Sénégal

EIPC – appuie la Riposte Covid 19

Dans le cadre la mise en œuvre de son programme d'accompagnement des collectivités territoriales du Sénégal dans la lutte contre la pandémie du COVID19, Enda Energie et ses partenaires institutionnels ont appuyé les écoles partenaires de la Petite Côte.

Source : Union européenne au Sénégal



2. Institutionnaliser la gestion durable à base communautaire des risques de catastrophe (CBDRM)

Dans le cadre de son engagement à construire et renforcer la résilience des communautés face aux risques de catastrophes et pour le développement durable, ENDA Energie met en œuvre depuis trois ans, au niveau régional, le projet «Institutionnalisation de la Gestion à Base Communautaire des Risques de Catastrophes». C'est un projet financé par l'USAID/OFDA sous la coordination du réseau mondial de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR) et il compte d'autres partenaires nationaux que sont JVE-Niger et MARP-Burkina.

A travers les nations, les communautés disposent de connaissances, d'expériences et de capacités essentielles en matière de renforcement de leur résilience, et elles ont souvent développé des approches innovantes pour réduire les risques habituels auxquelles elles sont confrontées. Malheureusement, ces approches communautaires ne sont que rarement connues ou utilisées au-delà de la communauté qui les a développées et ne sont pas non plus intégrées dans les politiques et pratiques nationales.

C'est pourquoi le projet ambitionne d'établir la gestion à base communautaire des risques de catastrophes (GRCBC) dans les systèmes nationaux. L'enjeu majeur est donc de renforcer la prise en compte de la gestion durable à base communautaire des risques de catastrophes dans les stratégies et politiques de réponse aux risques au niveau national. L'institutionnalisation de cette gestion des risques de catastrophes se fera en identifiant l'environnement politique, financier ou social favorable nécessaire, en renforçant la capacité des acteurs à travailler ensemble pour mettre en place ces composantes fondamentales et en accroissant l'engagement politique pour l'expansion de la GRC à base communautaire.



Atelier régional d'information et de sensibilisation



Visite d'échange au Burkina Faso

Les trois objectifs principaux du projet sont :

- Une compréhension accrue des facteurs communs de réussite pour étendre la GBCRC
- Une capacité accrue des gouvernements, OSC et autres acteurs à travailler ensemble pour co-créeer les facteurs environnementaux propices à la GBCRC
- Un accroissement des engagements politiques et de la reddition de compte pour une extension efficace de la GBCRC.

Presqu'une centaine d'études de cas sur des initiatives de gestion à base communautaire des risques de catastrophes ont été recueillies au niveau régional et vingt-cinq (25) ont été retenues comme meilleures pratiques pour l'Afrique de l'Ouest. Elles ont permis d'identifier les facteurs qui contribuent à une gestion durable et institutionnalisée de la GRCBC.

Des activités de sensibilisation, communication, renforcement de capacités, etc. ont été réalisées dans le cadre du projet et ont contribué à renforcer l'appropriation de l'initiative par les parties prenantes dont les acteurs locaux et les organisations de la société civile émanant des communautés.

Résultats

- 500 bénéficiaires (participation aux études de cas, ateliers régionaux, webinaires, plateformes régionale et globale, réseaux sociaux, publication cookbook, visites d'échanges, partenariat EIPC, etc.)
- 94 études de cas recueillies provenant essentiellement de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est
- 25 sélectionnés
- 4 études de cas d'Afrique publiées dans le Cookbook « **Livre des recettes sur l'institutionnalisation d'une GBCRC durable** »
- Illustration de 2 études de cas (Burkina et Niger)

“



«La gestion des risques de catastrophe notamment à base communautaire est un creuset de synergie pour le renforcement de la résilience, l'adaptation aux changements climatiques et la lutte contre la sécheresse aux niveaux local, national et régional. »

Emmanuel Sobel Seck, Coordinateur de programmes

”



VIDEO : GESTION À BASE COMMUNAUTAIRE DES RISQUES DE CATASTROPHE, UNE RÉALITÉ EN AFRIQUE
<https://bit.ly/3j8cSTh>



3. Gestion Durable des Terres : les Communautés reverdissent le Sahel

Le projet « Les Communautés reverdissent le Sahel » mis en œuvre au Sénégal en partenariat avec IED Afrique, s'inscrit dans une dynamique d'appui à la résilience des populations et des écosystèmes à travers une gouvernance inclusive des ressources naturelles. Il s'agit d'appuyer les communautés pour permettre la réhabilitation des terres dégradées. Le projet soutient ainsi la production agricole et fourragère à travers l'introduction d'arbres dans les zones d'élevage et dans les espaces de culture notamment avec la technique de la régénération naturelle assistée (RNA).

Le projet vise le reverdissement d'une surface de 60 000 ha au Sénégal sur une dizaine d'années et la valorisation des ressources à travers la facilitation de la mise sur le marché des produits forestiers non ligneux (PFNL) existants dans les zones couvertes.

A travers la RNA, Enda Energie fait la promotion de l'entrepreneuriat rural et montre aux agriculteurs et éleveurs qu'il y a de la valeur non estimée derrière chaque arbre. La restauration des terres ne se fait pas per se, mais en créant des chaînes de valeurs basées sur les ressources existantes, notamment les PFNL débouchant sur des opportunités d'affaires. C'est cette démarche que le projet a adopté pour pousser les populations à adhérer aux activités mises en œuvre. Elle inscrit la gestion durable des terres (GDT) dans une stratégie globale de lutte contre la pauvreté, où les communautés sont placées au cœur de la stratégie de restauration des sols et de protection des écosystèmes. Ainsi elles trouvent leur intérêt sur le plan environnemental, alimentaire et économique en sachant tirer leurs moyens de subsistance de ces écosystèmes sans les détruire.

Cette année les résultats obtenus comprennent entre autres :

- 15 000 hectares reverdis, 65 villages couverts; 5 comités villageois en processus de devenir des coopératives avec 150 membres.
- Analyse qualitative et participative des filières porteuses: 3 ressources (Baobab, Balanites et Ditax), 3 produits (Poudre de baobab, huile de balanites et pulpe de "Ditax"); formation en dynamique diouroup
- Plus de 600 foyers améliorés à commercialiser;
- Une unité de production d'huile de balanites équipée d'un concasseur, d'une presse électrique, d'un cuiseur et d'une table de filtrage;
- Appui aux transformateurs avec de petits équipements de transformation (bassine, balance, table de travail, fouet etc).

**Detaruim Senegailensi*



Unité de transformation de balanites de Mboula



Matériels mis à disposition par le projet



Concasseur



Moulin



Cuisseur à vapeur



Presse à huile hydraulique



15.000 ha de superficie reverdie

20 à 25 arbres par hectare

4 à 8 espèces d'arbres pour la biodiversité

4 à 6 municipalités mettent en œuvre la RNA

50 à 80 comités villageois établis et renforcés

2000 agriculteurs champions formés

5-10% des pratiquants de la RNA ont accès aux marchés pour leurs produits (avec une valeur ajoutée)

4. Évaluation des Besoins en Technologies (EBT) : Centre Régional en Afrique

Le projet Evaluation des besoins en technologies qui découle du programme stratégique de Poznań de la CCNUCC, est une initiative d'appui et d'accompagnement des pays cibles leur permettant d'ouvrir rapidement la voie vers la réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que la réduction de la vulnérabilité face aux changements climatiques. En 2020, le Programme a connu la fin de sa 3e phase et le début de la 4e. Les pays concernés sont respectivement le Bénin, la République Centrafricaine, Haïti, le Tchad, Djibouti, la Guinée, et le Niger pour la phase III, et les Comores, la Guinée Bissau, et la Somalie pour la phase IV.

Le programme vise à identifier les besoins en technologies des pays en vue de contribuer à l'adaptation et l'atténuation aux changements climatiques (accès à la finance, besoins de transferts de technologies, etc.) et à la mise en œuvre du cadre technologique de l'Accord de Paris. Cette identification se fait en 3 phases : identification et hiérarchisation des technologies en passant par l'identification des barrières empêchant l'acquisition, le déploiement et la diffusion de ces technologies et enfin le développement de plans d'action permettant le déploiement et la diffusion des technologies (PAT).

Les tableaux et le diagramme ci-dessous donnent un aperçu des secteurs sélectionnés, les technologies identifiées, les barrières notées et l'orientation des rapports PAT.

Secteurs les plus sélectionnés

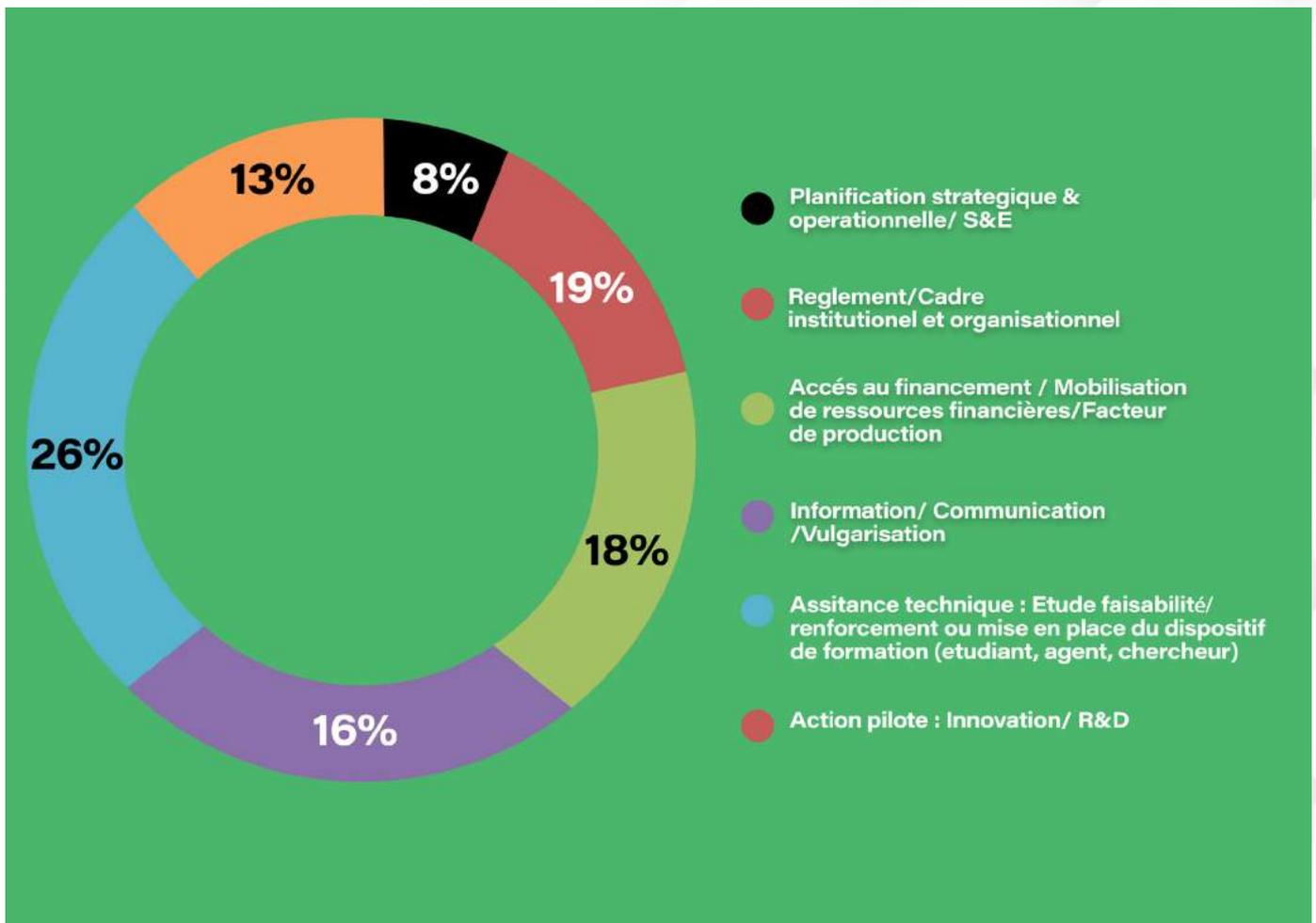
Adaptation	Atténuation
Agriculture	Energie (Production d'électricité)
Ressource en eau	Energie (Bâtiment & Industries)
Zone côtières et marines	Transport
Forêts	Déchets
	Industrie

Exemples de technologies priorisées

Secteurs	Technologies priorisées
Agriculture	Aménagement des terres agricoles
	Systèmes intégrés de production agricole
	Agriculture de contre saison
Ressources en eau	Mini-adductions d'eau potable
	Réhabilitation des retenues d'eau de surface
	Drainage gravitaire des eaux de pluies.
Energie (Production d'électricité)	Centrale hydroélectrique de grande puissance
	Solaire Photovoltaïque (PV) raccordé au réseau,
	Petite ou Mini-centrale hydroélectrique.
Transport	Amélioration des infrastructures routières décongestionnant les centres urbains
	Développement de transport en commun par bus
	Mise en place de normes pour les moyens de transports routiers.

Principales barrières au déploiement des technologies

Catégories de barrières	Barrières
Économique et financières	Coût élevé du capital (investissement)
	Coût élevé de l'installation et de l'exploitation
	Accès limité aux mécanismes de crédit (cadre incitatif faible)
	Dysfonctionnement du marché (asymétrie d'informations, défaut de structuration de la commercialisation, etc.)
	Faible capacité de mobilisation financière (PTF, budget national)
Règlementaire/institutionnel	Cadre réglementaire incomplet/inexistant
	Coordination institutionnelle faible
	Absence de mécanismes de sécurisation foncière
Technique	Capacité faible de production du matériel/équipement de bonne qualité
	Expertise limitée/Dispositif de formation incomplet ou inapproprié (conception, aménagement, recherche & développement)
	Dispositif limité de contrôle de la qualité des produits
Organisationnel/social	Méconnaissance de la technologie/insuffisance d'information
	Dispositif limité par rapport au suivi, à l'encadrement des acteurs et à la maintenance
	Faible implication et modèle d'organisation des acteurs
	Réticence sociale (croyances traditionnelles)



PARTENARIATS

1. Partenariat multi-acteur MAP

Le projet PMA-FARCC, initié en 2019 au Sénégal en collaboration avec Germanwatch et Care Germany, vise l'établissement d'ici fin 2021, d'un Partenariat Multi-acteurs national fonctionnel, regroupant toutes les parties prenantes pertinentes (gouvernement, société civile, secteur privé, et universités/scientifiques), dans le but d'accroître l'expertise et les échanges sur les questions liées au financement et l'assurance des risques climatiques et de catastrophes au Sénégal. Son objectif est de renforcer les capacités de toutes les parties prenantes en vue de mener des initiatives concertées pour soutenir les groupes vulnérables menacés par les risques climatiques et de catastrophes.

Le financement et l'assurance des risques climatiques et de catastrophes (FARCC) constituent un moyen privilégié pour promouvoir des réponses fiables et rapides aux situations de catastrophes causées par les changements climatiques. Ainsi le projet cherche à renforcer la résilience des pays en développement et à protéger la vie et les moyens de subsistance des plus pauvres et vulnérables contre les impacts des catastrophes liés au climat.

Les activités mis en œuvre portent sur :

- Le renforcement de l'expertise au niveau national sur les questions relatives aux mécanismes de FARCC;
- Le développement, le partage et l'application d'approches du FARCC plus sensibles au genre, à la pauvreté et aux droits humains au niveau national et international.
- La mise en place d'un cadre d'échanges et de coordination des activités de transfert des systèmes de FARCC.

Synthèse des activités réalisées en 2020

- Plus de 100 acteurs des FARC nationaux ont bénéficié de renforcement de capacités
- Rapport sur l'état de la situation sur le Financement et l'Assurance des risques climatiques et de catastrophes (RCC au Sénégal)
- 3 Études :
 - Les « Slow onset Hazards » (événements à évolution lente) au Sénégal;
 - L'Assurance Indicielle au Sénégal : le secteur et l'état des lieux de l'engagement des acteurs dans le dialogue politique;
 - le Financement des risques climatiques et de catastrophes.



VIDEO : PMA-FARCC : Assurance et Financement des Risques Climatiques et de Catastrophes
<https://bit.ly/3jJ8Sce>



Le partenariat multi-acteurs sur le financement et l'assurance des risques climatiques et de catastrophes (MAP-CDRFI) peut servir de passerelle et/ou de cadre de cohérence des initiatives de renforcement de la résilience aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophe, c'est-à-dire liées à la CCNUCC et le Cadre d'action de Sendai.

“



«L'assurance notamment agricole permet au Sénégal d'asseoir son développement. Il faut encourager ces cadres d'échanges pour aider les acteurs à mieux comprendre les mécanismes derrière l'assurance agricole»

Omar Sow - CNAAS

”

“



«Un effort d'approche vers le paysan est nécessaire pour améliorer les mécanismes existants en termes d'assurance agricole»

Malick Ndome - OXFAM

”

2. Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud pour un agenda 2030 transformateur - Programme ODD

Le programme ODD (Objectifs de développement durable) est une initiative du réseau Enda TM cofinancé par l'Union européenne et mise en œuvre par les différentes entités du réseau. L'objectif principal est de faciliter l'apprentissage du développement durable (par les collectivités territoriales, communautés, groupes vulnérables et marginalisés) afin de prendre en compte les attentes, les priorités et les besoins des communautés à la base. Le principal enjeu du programme est la mise en place d'un processus d'appropriation des ODD et de l'Agenda 2030 par les organisations de la société civile ainsi que de mécanismes de suivi-évaluation de la mise en œuvre participative des politiques de développement durable.

Il s'agit plus concrètement d'investir les espaces de mise en œuvre des projets pour aider les populations à :

- Définir le concept de développement durable ;
- Identifier les types de transformation que ces communautés aimeraient voir s'opérer dans leur environnement immédiat

L'objectif à long terme est de remonter toutes les données de ce processus au niveau national et de l'Etat pour montrer les attentes des communautés. Un croisement des critères et indicateurs définis par ces populations est en train d'être fait avec les indicateurs définis par l'Etat du Sénégal (étude de prise en compte des ODD dans les projets ; ateliers de recherche-action sur les indicateurs pertinents ; définition des transformations souhaitées et des indicateurs) pour déceler la cohérence et aussi porter le plaidoyer pour que ces attentes des communautés soient intégrées à la dynamique national.

Vidéo : Retour sur l'Atelier de Recherche-Action sur les indicateurs pertinents du développement durable au sein de l'Entente intercommunale de la petite cote.
<https://bit.ly/3ABuQVI>



“



«Il faut vulgariser les ODD pour qu'ils soient pas seulement l'affaire des intellectuels, mais celle des communautés.»

Daouda Sidibe - 1er adjoint à la Mairie de Kolda

”

“



«Dans ce contexte de crise sanitaire, écologique et sociale l'appropriation de l'Agenda 2030 par les différents acteurs et la mise en œuvre effective des ODD pourrait faciliter la construction du monde d'après...plus inclusif, plus juste, plus équitable. L'atteinte des ODD dépend de l'implication de tous les acteurs mais surtout de l'appropriation du concept par tous, particulièrement au niveau local.»

Aissatou Diouf - Chargée du projet ODD à Enda Energie

”



3. Pêche artisanale durable : Accompagnement technique de la commune de Djirnda dans les îles du Saloum au Sénégal pour une mise en œuvre expérimentale

Face aux défis majeurs de la pêche, un effort concerté est nécessaire pour que les meilleures pratiques deviennent courantes afin que la pêche artisanale durable puisse contribuer à la relance de l'économie locale et réponde mieux à l'Objectif de développement durable 14 « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources aux fins de développement durable ».

C'est dans cette perspective que Enda Energie accompagne la commune de Djirnda dans les îles Saloum, pour la mise en œuvre expérimentale d'une filière durable de pêche artisanale afin de garantir la pérennité des stocks de poisson pour les générations futures, participer à la sécurité alimentaire de la région, et assurer des emplois décents et des revenus durables.

Le projet, initié en 2018 par l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) et financé par la Fondation pour la nature, MAVIA, prend en compte la durabilité de toute la chaîne de valeur locale des produits de la pêche suivant une « approche filière ».

Celle-ci intègre tous les maillons de la chaîne de valeur de la pêche artisanale et implique les différentes catégories d'acteurs concernés.

Cette approche inclusive multi-acteurs a permis de mener des actions intégrées autour de la durabilité de la pêche artisanale au sein de l'aire marine protégée du Gandoul et au profit des populations locales : le reboisement des mangroves pour la reproduction des petits pélagiques et des huitres, l'ensemencement et la production de coquillages, et la promotion de services énergétiques alternatifs pour lutter contre la coupe abusive de la mangrove. L'une des grandes innovations du projet reste le lancement de l'application SORETUL pour la digitalisation de la gestion des ressources naturelles.

Résultats obtenus en 2020

- Cadre de gouvernance des ressources naturelles renforcé avec la mise en place du règlement intérieur de l'AMP et la digitalisation de la gestion des ressources naturelles avec l'application SORETUL.
- Des écosystèmes de mangrove et des habitats de poissons restaurés (21 ha reboisés, 200 récifs immergés)
- Développement des AGR: Capacitation des acteurs , Ensemencement de 15 ha d'arches, boutique énergie (500 FA et 650 Foyers à GPL)
- Développement de marché: obtention de codes FRA pour 04 produits de pêche, développement de partenariat de vente avec une entreprise sociale locale
- Planification locale : le plan de développement communal (PDC) de Djirnda intègre la pêche durable
- 823 Personnes touchées (coopérative des femmes).

Opérationnalisation du règlement intérieur de l'aire marine protégée de Gandoul

L'absence d'outils efficaces de gestion et de contrôle des ressources représente un véritable frein à la durabilité de l'exploitation des espèces halieutiques dans les zones insulaires et notamment dans l'aire marine protégée (AMP) de Gandoul.

Il est aujourd'hui reconnu que la dégradation des ressources naturelles est un problème sérieux au Sénégal, en particulier dans les zones insulaires très vulnérables aux effets des changements climatiques. Dans la commune de Djirnda la vulnérabilité des ressources halieutiques et de l'écosystème estuarien continue à s'accroître au fil du temps, avec des techniques de pêche non durables et le non-respect des mesures de gestion et de sauvegarde.

Face à ces défis majeurs, un effort concerté était devenu nécessaire pour que les meilleures pratiques deviennent courantes afin que la mise en œuvre d'une filière de pêche artisanale durable puisse contribuer à la relance de l'économie locale et réponde mieux à l'Objectif de Développement Durable 14 « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources aux fins de développement durable ».

C'est dans cet esprit de coopération qu'un processus de validation participative du règlement intérieur de l'AMP de Gandoul a été initié conjointement par les parties prenantes en vue d'accompagner la co-construction participative des mesures de sauvegarde et de gestion des ressources naturelles au sein de l'AMP. Il s'agit ainsi de produire un règlement intérieur et des règles de gestion qui contribueront à la mise en œuvre d'une Stratégie Nationale pour les Aires Marines protégées au Sénégal.

La validation et l'opérationnalisation de ce règlement intérieur et des règles de gestion, (l'Arrêté N° 040/D.FO/T du 19 avril 2021 du préfet de Foundiougne) permettront l'appropriation par tous les acteurs des meilleures pratiques de sauvegarde et de gestion des ressources au bénéfice d'une filière durable de la pêche artisanale contribuant ainsi à la relance de l'économie locale.





21 ha de mangroves reboisés,

200 Récifs immergés,

15 haensemencés d'arches,

**04 produits de pêche
obtiennent le FRA**

**823 personnes touchées
(coopérative des femmes)**

650 bouteilles de gaz

**500 foyers améliorés pour
alimenter les boutiques
énergie**

**Mise en place de cadre de gouvernance
et de digitalisation de la gestion des
ressources naturelles avec
l'application Mbal**

4. Les «Micros de la Transition»

Les micros de la transition (LMT) est une plateforme numérique de vulgarisation du journalisme citoyen pour une prise de conscience écologique.

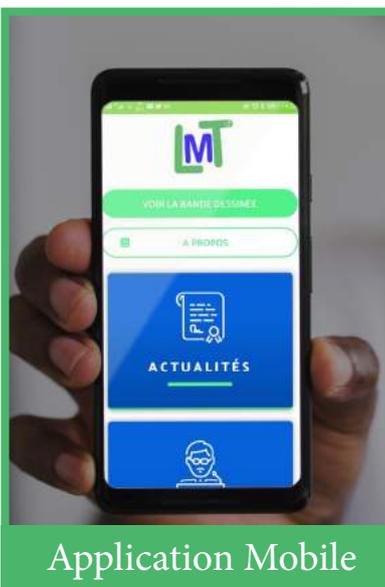
La plateforme est initiée dans le cadre du projet EIPC (Entente Intercommunale de la Petite Côte pour une Gestion Intégrée des Zones Côtières) et regroupe des productions de lycéens et collégiens du département de Mbour.

Ecoutez les podcasts réalisés par les élèves ici

<https://bit.ly/3oRyGHq>



Formation des journalistes citoyens



Application Mobile



Enregistrement des podcasts

5. Conventions de partenariat

Convention entre La Banque Agricole et ENDA Energie

La crise sanitaire mondiale du coronavirus a fini par montrer la fragilité des systèmes et la nécessité de bâtir plus de chantiers partenariaux afin de tirer profit de la richesse des modèles d'intervention, des expériences et des expertises des acteurs-clés pour renforcer la résilience des communautés. Enda Énergie a davantage renforcé ses partenariats avec des acteurs qui partagent sa vision pour une co-construction du développement durable.

ENDA Energie et la Banque Agricole du Sénégal ont signé un contrat de partenariat pour promouvoir les chaînes de valeur agricole à l'échelle locale. Ce partenariat procède d'une vision commune pour contribuer à la prise en charge des défis climatiques auxquels les communautés font face.



Convention entre CEAS et ENDA Energie

Le CEAS - Centre Ecologique Albert Schweitzer et ENDA Energie ont signé le 26 novembre 2020 un accord-cadre de partenariat. Les deux entités ont décidé d'un partenariat privilégié en vue de renforcer leur mission de lutte contre la pauvreté par la mutualisation des approches et la valorisation des connaissances et des ressources, visant un développement humain durable ainsi que la réduction des inégalités sociales.



Convention entre ENDA Energie et Energy 4 Impact

ENDA ENERGIE et Energy 4 Impact ont décidé de travailler de concert pour faire la promotion des énergies renouvelables productives et d'accompagner la multiplication des offres de services énergétiques durables (création d'AGR), notamment en milieu rural non-électrifié.

L'objectif de ce partenariat est de mutualiser certaines actions en vue d'harmoniser les interventions d'ENDA ENERGIE et d'E4I en matière d'accompagnement d'entrepreneurs développant des activités productives par l'utilisation des énergies renouvelables dans les régions qu'elles ciblent et/ou partagent dans le cadre de leurs projets respectifs.



6. Nos réseaux



ENDA TIERS MONDE :

Promotion de sociétés plus justes et plus équitables, plurielles et inclusives, pour un changement politique, économique et social.



RÉSEAU CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT :

Renforcer l'influence de la société civile et des délégués africains francophones dans les négociations internationales sur le climat. Assurer la prise en compte des enjeux de développement dans les politiques climatiques au niveau africain.



DRYNET :

Renforcement des capacités des réseaux des organisations de la société civile pour le développement des terres arides.



CAN INTERNATIONAL :

Plaidoyer, sensibilisation, renforcement des capacités et mobilisation des organisations de la société civile sur les questions climatiques aux niveaux national, régional et international.



INFORSE :

Réseau international des organisations de la société civile pour la promotion de l'accès aux services énergétiques, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

ENERGIA RÉSEAU INTERNATIONAL SUR LE GENRE ET L'ÉNERGIE DURABLE (ENERGIA):

Promouvoir l'équité Genre et la prise en compte des besoins des femmes dans les politiques et projets énergétiques. Enda Energie en est le point focal régional.



WEST AFRICAN ALLIANCE ON CARBON MARKETS AND CLIMATE FINANCE

L'Alliance vise à améliorer la position des pays d'Afrique de l'Ouest pour qu'ils puissent participer aux marchés internationaux du carbone, bénéficier du transfert de technologie et accéder à un financement climatique basé sur les résultats pour la mise en œuvre des CDN.



GNDR GNDR

Le Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR) est le plus vaste réseau international d'organisations qui s'engagent à collaborer pour améliorer la vie des populations affectées par les catastrophes dans le monde entier.

7. Nos partenaires

ENDA Energie travaille avec plusieurs organisations communautaires de base dans ses recherches et actions ainsi qu'avec les partenaires technique et financiers ci-dessous (Liste non exhaustive).

AGENCES DE COOPÉRATION BILATÉRALE :		
CENTRES DE RECHERCHE ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES :		
AGENCES DE DÉVELOPPEMENT :		UNIVERSITÉS :

PERSONNEL

DIRECTEUR

SÉCOU SARR

PERMANENTS

AMADOU BA

MAIMOUNA BA

LIBASSE BA

LAURENT A BADJI

SAMBA BALDE

JEAN-PASCAL CORREA

MAMADOU CISSE

MASSE DEME

AMINA DIOUF DIA

SIDI DIABANG

ALBERTINE DIEDHIOU

MODOU DIOP

MOUSSA DIOP

AÏSSATOU DIOUF

SAMBA FALL

SOULEYMANE FALL

CHEIKH FALL

MAME BOUSSO FAYE

ABDOU GAYE

ABDOULAYE GUEYE

OUSMANE GNING

FATIMA KABA

FATIMA SAM MBAKOB

DJIMINGUÉ NANASTA

MAMADOU NDAO

ABDOU NDOUR

NATHALIE KOFFI NGUESSAN

FATOUMATA SAGNA

EL HADJ SALL

ABY DRAMÉ SARR

FATOU SARR

EMMANUEL SOBEL SECK

IBRA CASSIS SECK

MAIMOUNA DIOUF SECK

BIDA SOW

PIERRE THIAW

OUMAR WATT

OUMOU KOULIBALY

COMITÉ DE RÉDACTION

SÉCOU SARR

DJIMINGUÉ NANASTA

IBRA SECK CASSIS

LAURENT A BADJI

NATHALIE KOFFI NGUESSAN

DESIGN

MOONCREATIVE

 54, rue Carnot, BP 3370, Dakar, Sénégal

 (+221) 33 822 24 96 ou (+221) 33 822 59 83

 Fax : (+221) 33 821 75 95

 enda.energy@endaenergie.org

 www.endaenergie.org

 Enda Energie

 @endaenergylinks

 @endaenergie

 Enda Energie